



DDFiP de la Somme (80)

Compte-rendu CSAL - FS du 13 février 2024

S'est tenu mardi 13 février 2024, le CSAL de la DDFiP80, réunie en Formation Spécialisée, en présence des syndicats : **CFDT-CFTC** / CGT / FO / Solidaires FP.

Vos représentants **CFDT-CFTC** :

Marc Zoulikian (titulaire - cfdt.ddfip80@dgfip.finances.gouv.fr)

Cyril Maillard (suppléant – cftc.ddfip80@dgfip.finances.gouv.fr)

En réponse aux différentes déclarations liminaires, la direction a prétendu que le **NRP** a été une réussite.

Pourtant sur d'autres sujets, la direction a déploré une augmentation des frais de déplacements. Or, la disparition des services de la DDFiP 80 dans les zones rurales du département a évidemment allongé les trajets professionnels des agents concernés :

- Échelon de renfort
- Conseillers aux décideurs locaux
- Agents assurant la permanence DGFIP dans les maisons France Service

Nous contestons fermement ce regard subjectif sur le NRP, en ne voulant voir que les soi-disant bénéfices de cette réforme sans en voir les inconvénients, les coûts financiers et humains.

Sur l'enquête de l'observatoire interne 2023, la direction indique que 30 % de réponse n'était pas significatif. Pourtant l'alliance **CFDT-CFTC** Finances Publiques 80 considère que 70 % d'abstention, lui, est significatif d'une résignation des agents contrairement aux dernières élections des représentants du personnel qui, elles, ont vu un taux de participation de 70%.

Note d'orientations ministérielles SST 2024

Ce point est l'occasion pour l'alliance **CFDT-CFTC** Finances Publiques 80 de vous rappeler que vous avez la possibilité de participer à des formations en matière de santé et sécurité au travail telles que : gestes qui sauvent, initiation au secourisme PSC1, sauveteur secouriste du travail, guide-fil et serre-fil, manipulation de l'extincteur, prévention des risques routiers (pour les nomades), prévention des troubles musculo-squelettiques, prévention des risques psycho-sociaux, gestion du stress, gestes et postures liées au travail sur écran. Il s'agit vraiment d'une chance de pouvoir bénéficier de ces formations utiles pour la vie pro comme pour la vie perso.

Cité administrative

Parkings sous-terrains :

300 places sont prévues pour l'ensemble des agents de la cité (budget de 52€ à la charge des administrations assure la Direction).

L'emménagement est prévu en juin 2024, l'alliance **CFDT-CFTC** Finances Publiques 80 reste donc préoccupée de savoir si les agents disposeront de leur place à temps.

De plus, l'alliance **CFDT-CFTC** Finances Publiques 80 a soulevé les remarques et interrogations suivantes :

- Présence des agents pendant le déménagement,
 - Réponse : la direction affirme qu'aucun congé ne sera imposé durant le déménagement, les agents seront simplement invités à télétravailler.
- Demande que la badgeuse se situe au rez-de-chaussée,
 - Réponse : les badgeuses seront placées à chaque étage où la DDFiP80 est présente : du fait de l'installation de la FORPRO au rez-de-chaussée, une badgeuse y sera donc installée également.
- Insuffisance de places de parking pour le personnel, pour les véhicules de service et surtout pour les personnes à mobilité réduite (PMR) qui ont besoin de se garer au plus proche du bâtiment (seulement 5 places PMR ont été réservées au parking du sous-sol de la cité administrative alors qu'il y a déjà 4 PMR rien qu'au 5ème étage).
 - Réponse : aucune solution pour la direction à ce jour.
 - L'alliance **CFDT-CFTC** Finances Publiques 80 a proposé la conversion des places des véhicules de service en places supplémentaires pour les PMR (les véhicules de service pouvant se garer aux emplacements réservés au parking gare la vallée). La direction n'a pas répondu.
- Comment se fait l'évacuation des personnes à mobilité réduite sachant que l'utilisation des ascenseurs est proscrite en cas d'incendie ? Pour rappel, le CGF, le Sfact et le SLR se situent aux 4ème et 5ème étages,
 - Réponse : des espaces d'attente sécurisée sont prévus, et permettent aux pompiers d'accéder de l'extérieur
- Aménagement des locaux hébergeant le SFACT et le CGF : le caractère bruyant des open-space a fait l'objet de remarques récurrentes des agents lors du DUERP. L'alliance **CFDT-CFTC** Finances Publiques 80 a donc demandé s'il est possible d'installer des cloisons phoniques afin de mieux maîtriser le niveau sonore
 - Réponse : la direction affirme que le plan actuel a été validé en 2022, mais que certains crédits seront encore disponibles pour éventuellement ajouter quelques cloisons

Plan de transition énergétique de la DGFIP

Le plan de transition énergétique de la DGFIP de la Somme prévoit une réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre de 22 % en 2025 (objectif fixé au plan national) par rapport à l'année de référence 2019. Pour atteindre cet objectif, cinq axes principaux sont activés :

- pilotage et gouvernance de la démarche ;
 - mise en place d'un tableau de bord annuel permettant de suivre l'évolution d'indicateurs clés
- animation et sensibilisation de tous les agents du réseau ;
 - désignation d'ambassadeurs sobriété sur chaque site ;
 - formation des agents sur l'éco-responsabilité et le dérèglement climatique de 2024 à 2025
- réduction de l'empreinte carbone des déplacements ;
 - Plan de Mobilité Employeur (PDME) comportant des propositions concrètes par site. Des plans de mobilité ont été engagés sur les sites de Rollin, Abbeville et Montdidier qui donneront lieu à un plan d'actions pour chaque site en mars 2024. Les plans mobilité des huit autres sites seront construits à partir de l'expérience conduite sur les trois premiers ;
 - Accroître la part des mobilités douces : adapter la flotte des véhicules de service (véhicules électriques), recours au train chaque fois que l'offre SNCF est adaptée.
- réduction de la consommation énergétique des bâtiments ;
 - projets de rénovation immobilière ayant un impact énergétique ;
 - études d'impact de la mise en conformité pour les bâtiments de Rollin, Courbet et Abbeville ;
 - réguler la température sur chaque site (plan sobriété énergétique) ;
 - limiter les éclairages extérieurs et l'eau chaude dans les sanitaires (hors période hivernale) ;
 - économiser l'eau (mousseurs sur les robinets, option demi chasse d'eau pour les WC).
- politique d'achats plus responsables et une meilleure gestion des déchets.
 - consommer moins et mieux (achats durables, circuits courts, ...) ;
 - réduire les quantités de papier acheté (et jeté) en poursuivant la dématérialisation (visa électronique, processus de travail / métier, quantifier plus précisément les consommations) ;
 - porter une attention particulière à la rédaction du CCTP lors du renouvellement du marché du restaurant administratif de Rollin prévu en 2024.

L'alliance CFDT-CFTC Finances Publiques 80 a demandé à la direction d'améliorer les conditions de stationnement des vélos des agents du site de Courbet. En effet le site de Courbet qui rassemble près de 150 agents ne compte qu'une dizaine d'emplacements vélos non abrités. Outre le fait que le site de Courbet n'a pas en son sein de parking (comme à Rollin) ni de places réservées (comme pour la cité administrative), les agents n'ont même pas les moyens de stationner leur véhicule sans frais ni de garer leur vélo de manière abritée.

Concrètement, l'alliance CFDT-CFTC Finances Publiques 80 a proposé de créer un abri à vélos couvert ou de mettre en place un partenariat avec Amiens Métropole pour l'utilisation d'une consigne à vélos sans frais.

Par ailleurs, la direction a indiqué, dans son bilan des émissions de gaz à effet de serre, qu'elle envisageait d' « inciter à l'utilisation des transports en commun ». L'alliance CFDT-CFTC Finances Publiques 80 a demandé si cette incitation pourrait être financière.

Projet de réaménagement du site d'Amiens Courbet

Ce projet consiste notamment à :

- déplacer la salle des conseillers aux décideurs locaux (CDL) ;
- déplacer 4 agents (ex-SAR) de la division SPL dans la salle CDL actuelle,
- installer l'autorité de certification (Division OCE) dans la salle de l'ancien SAR

Ce réaménagement permettra de répondre au fort besoin qui a été formulé à la Division SPL de regrouper l'équipe en charge du pilotage du réseau.

L'alliance CFDT-CFTC Finances Publiques 80 a également profité de ce sujet consacré pour demander la création d'un espace de convivialité au sein du site d'Amiens Courbet.

La direction a répondu plutôt favorablement à notre demande en nous indiquant qu'il pourrait être envisagé que la salle de repas soit déplacée côté fenêtre à l'inverse du couloir qui lui sera côté mur. A voir donc si cette salle lugubre de repas pourra devenir un véritable espace de convivialité chaleureux et accueillant.

L'alliance CFDT-CFTC Finances Publiques 80 a également posé la question de l'utilisation de la partie centrale de plein air (pelouse) du site de Courbet afin de savoir si elle pourrait devenir pour espace détente extérieur. Ici le sujet est plus compliqué pour des raisons techniques de faisabilité (humidité, solidité avec le sous-sol...).

Projet de réaménagement du SIE

L'enlèvement des armoires non-utilisées, le renouvellement du mobilier sont une réelle amélioration pour les conditions de travail des agents.

Néanmoins, la création d'une salle de réunion en plein cœur du service n'a pas recueilli l'approbation des agents, pour des raisons de luminosité, de perte de surface pour le SIE.

La Direction ayant accepté de suspendre la création de cette salle de réunion, l'alliance **CFDT-CFTC** Finances Publiques 80 s'est prononcé POUR le projet de réaménagement.

Examen des rapports de l'ISST au SGC Baie de Somme

Le rapport de l'ISST a fait état de problèmes de sécurité, notamment en cas d'évacuation incendie. Ces problèmes ont été transmis au propriétaire du SGC, à savoir la communauté de commune.

Examen des rapports de l'ISST au SPF-E d'Abbeville

Des remarques concernant les conditions de travail ont été relevées. Elles concernent principalement les nuisances sonores, le mobilier, et le manque de luminosité.

La proposition d'un GT immobilier va être faite, il sera composé des représentants du personnel, du chef de service et de l'encadrement du SPF-E, de la Direction, ainsi que de l'ISST.

Autres informations

- Suite à sa visite au SGC Montdidier, l'alliance **CFDT-CFTC** Finances Publiques 80 a demandé que le système de chauffage / ventilation et le système d'éclairage puissent être réglés et que les agents puissent avoir la main sur leur fonctionnement. La direction va investiguer pour solutionner ce sujet.